

COUP D'ÉTAT BLANC EN MAURITANIE

«Le soutien des États Unis d'Amérique et d'Israël ne constitue nullement une gage de longévité au pouvoir»

Le coup d'État blanc survenu en Mauritanie a jeté une énorme pavé dans la cour de l'institution arabe, depuis longtemps confinée dans la cathartisme et l'attentisme-béat. Ce coup d'État prouve que le changement peut survenir autrement que porté par des missiles américains comme ce qui s'est passé en Irak, mais qu'il peut être l'oeuvre de forces internes vives, pour lesquelles l'intérêt national prime sur toute autre considération.

Dès lors, il n'est pas surprenant que ce coup ait jeté l'inquiétude à Tel Aviv et à Washington, suppôts des dictatures arabes qui pensent, sous cette aile protectrice, avoir empêché un passeport d'immunité éternelle, après avoir domestiqué leurs forces armées. Le coup d'État en Mauritanie redonne à l'institution militaire arabe la place qui lui sied après des années de frustration et de seconds rôles, loin de sa mission primaire qui est la défense des intérêts supérieurs des peuples. Rappelons que cette frustration des armées arabes a commencé avec la signature des accords de Camp David, il y a de cela un quart de siècle environ.

Blockage

Lorsque tout espoir de changement par la voie pacifique est bloqué, lorsque toute alternance par les urnes devient impossible et lorsque des «dirigeants putschistes» commencent à jauger la démocratie à leur aune personnel et à l'aune de leurs descendances, il n'est pas mauvais de les changer selon le modèle mauritanien. Ceux-là qui ont mis fin à un pouvoir pernicieux, appartenant au peuple. Mieux, ils furent proches du président déchu.

Le peuple mauritanien, comme son institution militaire et sécuritaire, avait atteint un point de non retour, après que la mauvaise gestion et l'injustice aient atteint des sommets jamais égalés dans un pays pauvre et bâillonné, un pays pourtant connu pour son nationalisme, sa fierté et sa foi dans tout ce qui touche le monde arabe et islamique.

Si la boussole populaire est l'indicateur infailible pour mesurer la légitimité des pouvoirs, les manifestations ont sillonné la Mauritanie constituant à n'en pas douter un plé-

biscite réel et spontané en faveur de ce changement.

Il se peut que certains intellectuels arabes aient une réserve par rapport à l'accession au pouvoir par la force, l'essentiel des maux dont souffrent les peuples arabes résultant essentiellement de ces coups d'État militaires qui ont semé par la suite des cauchemars et enfanté des dictateurs qui se sont accrochés au pouvoir, accumulant les échecs sur le plan des libertés et du progrès économique. Alors, devons-nous attendre le changement par le biais des chars et des missiles américains au risque de sacrifier nos vies et nos âmes, nos richesses et notre unité nationale, comme ce qui se passe actuellement en Irak ?

Qu'est-ce qui aurait été le mieux ? Que le changement se soit opéré en Irak à partir de l'intérieur, par le biais d'un soulèvement populaire ou d'un coup d'État militaire ? Ou par le biais de ce qui se passe actuellement et pour lequel le peuple irakien paye un lourd tribut : plus de cent mille morts, quelques quatre cent mille blessés, dérèglement social, désordre et pagaille, insécurité et instabilité, profonde fracture de l'unité nationale, sans compter les déperditions sur le plan moral et sécuritaire, la mauvaise gestion économique et politique ?

L'exemple africain

Les nouveaux putschistes en Mauritanie ont montré qu'ils comprennent parfaitement la donne internationale et régionale, prouvant par là un niveau élevé d'intelligence qui caractérise la nouvelle génération d'officiers. Ils ont promis la démocratie et ils ont limité leur présence au pouvoir à deux ans seulement. Mieux, ils ont surtout prouvé qu'ils sont différents des autres putschistes arabes, notamment les auteurs du coup d'État au Soudan qui ont pris le pouvoir dans ce pays il y a plus de dix sept ans environ et qui se sont révélés nuls. Ils n'ont pas libéré le sud, le Soudan ne s'est pas développé, ils n'ont pas produit une vraie démocratie et ils n'ont pas respecté les principes élémentaires de la révolution islamique qu'ils avaient promis.

Ce qui rassure l'opinion, même d'une manière provisoire, c'est que

les nouveaux putschistes en Mauritanie n'ont imité ni leurs frères d'armes en Occident ni ceux d'Orient, mais ils ont calqué sur leurs homologues africains. Ils ont pris exemple sur le Nigeria et le Ghana. La mise en place d'une véritable démocratie basée sur le pluralisme politique et le retour dans les casernes à la fin de la mission.

C'est à croire que l'institution militaire et sécuritaire en Mauritanie compte jouer le même rôle que son alter ego en Turquie. Elle se veut garante des intérêts de la Nation, gardienne des institutions démocratiques, n'intervenant que pour rectifier le tir en cas de déviation. Noble mission ! Il s'agit à n'en pas douter d'une mission nationale pure et indélébile. En tout cas mieux que le rôle joué par l'appareil militaire et sécuritaire en Égypte, limité à l'élevage des poules, l'aménagement des zones agricoles et des projets maraîchers.

Nous espérons que la pandémie putschiste qui a affecté la Mauritanie puisse se transmettre dans les autres pays arabes, dans lesquels le système dictatorial s'est révélé incapable et stérile. C'est le cas notamment de ceux parmi eux qui ont gommé l'existence d'une notion appelée peuple et qui s'apprennent à préparer la descendance pour la succession, comme si leur pays était devenu un champ fertile qui leur appartiendrait exclusivement à eux, leurs enfants, leurs petits enfants et leur cercle pernicieux qui vit accroché à leur ombre.

Parapluie

L'enseignement le plus pertinent que l'on peut tirer du putsch en Mauritanie, est que le soutien des États Unis d'Amérique et d'Israël ne constitue nullement une gage de longévité au pouvoir. Ce duo peut garantir des prêts auprès des institutions financières internationales, offrir un parapluie sur le plan extérieur, dérouler des tapis rouges pour leurs protégés dans les grandes capitales européennes, leur façonner une belle image souriante à l'ombre du président américain, devant la douillette façade de la Maison Blanche, mais ils ne peuvent protéger ces dirigeants contre leur peuple quand le volcan de la colère éclate.

L'ancien président mauritanien Maaouiya Ould Taya a piétiné son peuple. Il a écabouillé ses sentiments nationalistes, faisant de Tel-Aviv sa nouvelle «Mecque», sûr qu'il venait de payer pour son système assurance de police israélo-américaine à vie. Comme il s'est trompé dans son choix ! Son destin sera sûrement semblable à celui d'autres dictateurs qui ont essayé la foudre de leur peuple, à commencer par le Shah d'Iran et Marco des Philippines, âme perdue à la recherche d'un asile sûr pour lui et sa famille.

La Mauritanie est aujourd'hui au seuil d'une nouvelle vie. Celle-ci sera certainement différente de ces vingt ans de stérilité que lui a imposé le régime déchu. Le Pétrole sera exploité dès l'année prochaine, et ce qui est sûr ou espéré en tout cas, est que ses produits seront équitablement répartis entre les différents départements et composantes de la population. Ce sera sous forme de projets de développement à même

de générer des emplois et des services utiles. Une compensation en quelque sorte, après ces longues années de privation vécues par ce patient peuple.

En conclusion, nous exprimons notre étonnement face à l'hésitation de certains États africains et arabes à reconnaître le nouveau régime mauritanien qui n'a versé aucune goutte de sang, alors que ces mêmes États se sont précipités pour reconnaître un régime imposé par les États Unis d'Amérique sur une mer de sang en Irak. Ces États se sont ensuite bousculés pour l'envoi d'ambassadeurs plénipotentiaires dans ce pays et l'ouverture d'ambassades vides. Il s'agit là à n'en pas douter d'une situation borgne et aveugle à toute échelle !

Abdou Bari Atwane (Qods Arabe)

Traduction de l'arabe :
L'Authentique

Lettres ouvertes au Président du Comité Militaire pour la Justice et la Démocratie

Nous, ingénieurs au Ministère de l'Énergie et du Pétrole, victimes de l'exclusion de la part de ce département dirigé par Zcidane Ould H'Meida à la date du 13 juillet 2005, à la suite de ce changement béni que vient de connaître le pays, attirons l'attention du président du Comité Militaire pour la Justice et la Démocratie sur notre cas. Il constitue, à n'en pas douter, un exemple d'exclusion telle qu'elle fut connue sous le régime déchu et qui s'est caractérisé par le licenciement abusif de 17 ingénieurs mauritaniens qui suivaient depuis cinq ans un stage dans les différentes directions qui ont donné naissance plus tard au ministère de l'Énergie et du Pétrole.

Cette exclusion résulte d'une volonté délibérée du ministre qui nous a remplacé par ses proches et les personnes recommandées par les dignitaires de l'ancien régime, même s'il fut avéré que ces derniers ne disposaient pas des compétences requises, à l'image de cette quarantaine de quidames envoyés en Grande Bretagne et en Tunisie pour se perfectionner sur les frais de la Princesse. Nous avons combattu pour rétablir l'injustice dont nous fumes victimes et lever la mesure discrétionnaire qui nous frappait, malgré les rares soutiens à notre cause : le journal *Essevir* n°145, *Le Méhariste* n°39, *Moujamaa* n°76, *L'Authentique* n°206, *Al Arabi*.

Notre espoir est grand aujourd'hui que la Mauritanie de la Justice et de la Démocratie sera plus clémente envers ses fils, que l'ère de l'exclusion et de la frustration est bannie à tout jamais sans regret.

Les signataires

Sid'Ahmed Ould Ghassem (*Ingénieur en Géologie*); Mohamed Ould Ali (*Ingénieur Géophysicien*); Cheikh Mohamed Laghdhaf Ould Cheikh (*Ingénieur en Géologie*); Baba Ould Mohamed Ould Lehibb (*Ingénieur Pétrole*); Said Ould Ekhlh (*Ing. Géophysique*); Ismail Ould Hamed (*Ing. Pétrochimie*); Mohamed Najem Ould Mohamed Lemine (*Ing. Géologie*); Jiddou Ould Mohamedou (*Ing. Mines*); Mohamed Nouredine Ould Mohamed (*Ing. Pétrochimie*); Mohamed Ould Daddah (*Ing. Géologie*); El Hassan Ould Abkallahi (*Ing. Géologie*); Ahmed Ould Khyar Entajou (*Ing. Pétrole*); Diallo Yéro Sani (*Ing. Pétrole*); Abdallah Ould Gaga (*Ing. Chimie*); Béchir Ould Abdallah (*Ing. Géophysique*); Ali Ould Abdel Barka (*Ing. Pétrole*); Mohamed Ould Mohamed El Mokhtar (*Ing. Pétrole*).